

## **Faire participer les habitants ?** **Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires**

Marion Carrel, 2013, Lyon, ENS Éditions, 274 p.

*Philippe Lavigne Delville*

La participation est-elle condamnée à n'être qu'une instrumentalisation sans portée politique ? Des dispositifs participatifs conçus pour susciter la parole des habitants et le dialogue entre habitants et professionnels ou politiques peuvent-ils contribuer à faire émerger une parole collective, à l'*empowerment* des habitants ? Jusqu'où et à quelles conditions ? Avec quels effets sur l'action publique ?

Deux thèses s'affrontent sur le sujet, dans les pays industrialisés comme dans les pays dits du Sud. La première pointe les dérives de « l'injonction participative », où on demande aux habitants d'entrer dans des modalités formatées de participation, autour d'objets pré-définis. La seconde voit dans la participation un levier d'émancipation sociale et politique. À partir d'une étude sociologique de plusieurs dispositifs participatifs dans des quartiers populaires en France<sup>1</sup>, cet ouvrage propose un remarquable état des lieux des débats et des analyses sur la question de la participation, de la délibération, de l'*empowerment*, appuyé sur une mobilisation de la littérature la plus actuelle sur le sujet. Marion Carrel prend au sérieux tant les ambiguïtés structurelles de la participation que les tentatives raisonnées pour les compenser. Elle s'intéresse à la diversité des dispositifs, aux intentions et aux pratiques des « artisans de la participation » (les professionnels engagés qui ont développé des pratiques originales), à ce qui se dit et se joue dans les processus participatifs et autour. Elle interroge de façon rigoureuse ce que produisent ces dispositifs, en termes de reproduction ou de réduction d'inégalités, d'émergence d'une opinion, de capacité à transformer des problèmes vécus en problèmes publics, de construction d'un dialogue avec les professionnels, d'action collective. Elle questionne de façon fine les enjeux politiques de la participation et la capacité de dispositifs conçus dans cette optique à contribuer, de façon partielle, à l'émancipation politique des habitants et à leur reconnaissance comme citoyens, mettant au jour la série de tensions ou de contradictions qui les traversent. Elle aboutit à des conclusions nuancées : oui, ces dispositifs conçus et animés par des professionnels engagés et expérimentés produisent des effets. La confrontation

---

<sup>1</sup> L'enquête a été réalisée dans le cadre d'une thèse de sociologie soutenue en 2004 mais l'analyse proposée dans ce livre, près de dix ans après, est remaniée et actualisée – comme en témoigne la bibliographie.

directe mais organisée entre habitants et professionnels permet de nouer un bout de dialogue impossible auparavant, de modifier en partie le regard porté les uns sur les autres, développe la compréhension que les habitants ont du fonctionnement des institutions. Mais ces expériences sont fortement dépendantes de la volonté politique des commanditaires, elles posent de difficiles problèmes de mobilisation et de passage des petits groupes à l'action collective, car l'inscription dans le temps de leurs effets suppose de mieux penser le lien entre délibération et décision.

En quoi un tel ouvrage fait-il sens pour les lecteurs d'*Anthropologie & développement* ? Dans des configurations sociales et politiques très différentes, les pays du Sud connaissent une forte injonction à la participation de la part de l'aide internationale, injonction qui s'étend aujourd'hui aux politiques publiques et tend à reproduire et exacerber les logiques instrumentales visant à légitimer les décisions sans réel débat. Les organisations de la société civile critiquent à juste titre ces instrumentalisations mais ne sont pas forcément engagées politiquement pour favoriser l'expression des habitants des quartiers urbains ou des villages où elles agissent, ni outillées méthodologiquement pour le faire. Quelques « artisans de la participation » tentent, de façon souvent isolée, de conduire des processus raisonnés, mais manquent de clés d'analyse pour réfléchir et systématiser leur pratique. Le débat académique sur la « participation pour le développement », retombé après l'effervescence des années 1990, demeure largement polarisé entre une idéalisation naïve des possibilités d'*empowerment* et des analyses très critiques de la « nouvelle tyrannie » (Cooke et Kothari, 2001) de l'injonction participative. Je suggérais il y a quelques années qu'il était utile de rouvrir le dossier, autour d'une ethnographie de dispositifs réfléchis, prenant acte des contradictions de la participation sans « jeter le bébé avec l'eau du bain » (Lavigne Delville, 2011). Posant les enjeux politiques de ces expériences de participation, proposant un cadre d'analyse rigoureux alimenté aux meilleures sources, prenant acte des tensions entre participation et délibération, entre espaces temporaires d'échanges et action collective, cet ouvrage sera utile à tous ceux qui cherchent des clés d'analyse et des références pour interroger, sans idéalisation ni dénigrement *a priori*, des dispositifs participatifs, leur contexte, leurs pratiques, leurs effets politiques et sociaux.

## Bibliographie

COOKE B. et KOTHARI U. (éds), 2001, *Participation: The New Tyranny*, London/New York, Zed Books.

LAVIGNE DELVILLE P., 2011, « Du nouveau dans la "participation" au développement ? Populisme bureaucratique, participation cachée et impératif délibératif », in JUL-LARSEN E., LAURENT P.-J., LE MEUR P.-Y. et al. (éds), *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire. Conversations autour de l'oeuvre de Jean-Pierre Chauveau*, Paris, APAD-IRD-Karthala : 161-188.